

politiser l'enjeu climatique

**D**ans la représentation des causes et des conséquences du dérèglement climatique, “ pour pouvoir se targuer de neutralité et d'objectivité, le réchauffement n'est abordé que sous son aspect technique. Ce n'est qu'un problème physico-chimique, une question de sciences naturelles. Dès lors, les racines politiques et idéologiques sont invisibilisées et le risque est pris de diffuser, en creux, deux idées dangereuses. La première est celle du caractère performatif du savoir : produire et diffuser de la connaissance sur un problème reviendrait à la résoudre. Cette idée, très répandue, dans le monde savant, a notamment présidé à la création du GIEC en 1988. Or, on le voit, le célèbre panel scientifique a permis de consolider, de synthétiser et de diffuser la connaissance sur le réchauffement auprès des décideurs, mais cette connaissance accumulée ne s'est pas traduite par une diminution des émissions de gaz à effet de serre.



Quant à la seconde, elle fait accroire que, le réchauffement n'ayant pas de racines idéologiques bien identifiées, sa résolution ne tient qu'à une série de mesures techniques solubles dans tout projet politique. Il y aurait des solutions de droite, de gauche, des solutions libertariennes ou néolibérales, néofascistes ou sociales-démocrates.

...A l'inverse, l'émergence du mouvement “ Scientifiques en rébellion ” montre qu'une part de la communauté savante ne se satisfait plus du rôle pédagogique auquel elle était assignée. Le temps n'est plus seulement à expliquer la science du réchauffement, mais à la prise de position, voire à l'action politique.

Même la climatologue Valérie Passon-Delmotte, coprésidente du groupe 1 du GIEC, qui a toujours eu le souci d'être apolitique, factuelle, prudente et mesurée dans son expression publique, est intervenue, le 12 avril, à la soirée de soutien aux Soulèvements de la Terre...

extrait d'une chronique de stéphane foucart paru dans Le Monde

état providence pour les entreprises ( suite )

**L**a nature de la dépense publique se transforme : on rabote l'accès aux prestations sociales et aux services publics des ménages, d'un côté, et on étend l'intervention publique en faveur des entreprises, de l'autre ” Maxime Combes.

Dans notre dernier journal N°69 nous avons montré comment le premier budget de l'Etat était celui de l'aide aux entreprises, soit 157 milliards d'euros en 2019, soit 30% du budget de l'Etat.

Regardons comment évolue le financement de la Sécurité sociale. “ En 1995, les entreprises représentaient 65,2% du financement de la Sécurité sociale. Après toutes les baisses de cotisations dont elles ont bénéficié, cette part est tombée à 46,9% en 2020. Les ménages sont aujourd'hui, à travers leurs impôts, les premiers financeurs d'une protection sociale progressivement privée de recettes pour cause d'aides aux entreprises.

Et comme l'augmentation des prélèvements sur les ménages n'y suffisait pas, la forte poussée des aides aux entreprises a également été financée par un accroissement de la dette publique qui a joué le rôle de mécanisme d'absorption de leur coût. ”



“ la prochaine fois que les représentants patronaux et les chefferies médiatiques - mais ne sont-ce pas les mêmes ? - se plaindront du niveau des dépenses publiques et de la dette, nous saurons leur pointer une piste sérieuse d'économie ! ”

extrait d'un article d'alternatives économiques ( janvier 2023 )